



[Twitter](#) [Facebook](#) [Instagram](#) [YouTube](#) @SauvonsLaRdc1

Communiqué du Mouvement Sauvons la R.D.C au sujet du dialogue

Ayant été consulté à deux reprises, par les hautes autorités de la République d'Angola, à leur initiative, au sujet d'un éventuel dialogue entre congolais, **le Mouvement Sauvons la RDC**, salue l'implication personnelle de **Son Excellence João Manuel Gonçalves Lourenço**, Président de la République d'Angola, dans la recherche de la paix en République Démocratique du Congo et réaffirme, pour sa part, son attachement et son engagement au dialogue comme meilleur moyen de règlement des conflits.

Il tient néanmoins à exprimer, ci-après, ses préoccupations et observations en rapport avec cette nouvelle initiative.

1. Le succès de tout dialogue repose d'abord et avant tout sur la sincérité, la bonne foi des parties, ainsi que sur leur constance dans le respect des engagements. Pas sur le nombre de voyages effectués, de capitales visitées ou de médiateurs de haut rang invités à s'impliquer. Le changement sans arrêt de lieux et de médiateurs auquel nous assistons - de Nairobi à Luanda, de Luanda à Doha, de Doha à Luanda, en passant brièvement par Bujumbura, Kampala, Lomé et tant d'autres capitales, consacre l'instabilité de la vision, laisse un goût d'inachevé et semble voulu, beaucoup plus, pour donner le tournis que l'assurance attendue du pouvoir qu'il aurait finalement compris - mieux vaut tard que jamais, le bien-fondé d'une solution politique à la crise. Bien plus, l'instabilité de la parole d'Etat, les ambiguïtés stratégiques, les contradictions quant au choix des options pour la résolution de la crise, l'instrumentalisation des processus politiques, et la manipulation de ceux-ci afin de faire triompher sa cause et non celle du pays, ont fini par enlever toute fiabilité aux discours tenus et engagements pris par le Président Tshisekedi et son régime, à l'intérieur comme à l'extérieur du pays.
2. La volonté politique se prouve par le respect des engagements pris et des accords déjà signés. En l'espèce, il s'agit notamment et principalement de ceux portant sur la libération des prisonniers, la décrispation du climat politique et l'observance du cessez-le-feu souscrits par le Gouvernement. Contrairement à ces accords et engagements, le Gouvernement du Président Tshisekedi continue à arrêter et/ou enlever, contraindre à l'exil des opposants politiques, des généraux et autres officiers, des journalistes, des activistes des droits de l'homme ainsi que tous ceux qui, au nom de la liberté d'opinion qui est constitutionnellement reconnue à tous les citoyens congolais, se permettent d'émettre un son discordant par rapport à celui du pouvoir. De la même manière, toutes les fois que le Président Tshisekedi prend son avion pour, soi-disant, aller à la recherche de la paix, il laisse derrière lui des instructions pour de grands mouvements des troupes, des attaques massives sur des localités densément peuplées, ainsi que des bombardements des civils par des drones et des avions de combat.

C'est dans ce contexte que s'inscrit, sans nul doute, un nouveau massacre, accompagné d'actes de torture et d'autres traitements inhumains, survenu le 11 janvier 2026 à Bukama, à l'encontre de populations civiles sans défense, perpétré par des éléments des FARDC déployés sur ordre de Kinshasa dans cette partie de la province du Haut-Lomami. Au regard de ce triste record, il doit être plus que jamais entendu que les mesures de décrispation politique et d'expression de la volonté politique de dialoguer, sont des préalables à tout engagement de notre part dans un quelconque dialogue et ne sont pas marchandables. Et ce sont des décisions les rendant effectives qui sont attendues, et non des promesses qui, d'expérience, n'ont aucune chance d'être tenues.

3. Si réellement, l'objectif est le rétablissement de la paix, il est plus indiqué de vider le processus de Doha qui engage le gouvernement et l'opposition armée, avant de passer au dialogue, afin que tous les aspects militaires de la crise ayant été pris en charge et que toutes les modalités idoines pour faire taire les armes, y compris le cessez-le-feu, convenus par les parties en cause ayant été mises en œuvre, le dialogue puisse se dérouler plus sereinement et avoir plus de chance d'être ce qu'il est censé être, à savoir: un forum et le lieu par excellence de la consécration de la réconciliation, de la paix retrouvée, de l'unité de la nation restaurée et d'un consensus sur les conditions du mieux vivre ensemble.
4. **Pour aboutir à un résultat satisfaisant, le dialogue doit être inclusif et sans tabou.** En effet, il n'y a pas de vrai dialogue lorsque la rencontre, comme plusieurs signaux l'indiquent, est dictée par les caprices d'une des parties qui, de surcroît, est, du fait de ses décisions et de ses politiques, le géniteur et l'amplificateur de la plupart des problèmes à résoudre.
5. Les Evêques des Eglises catholique et protestante du Congo, qui ont abattu un travail préparatoire remarquable, ayant pris soin de rencontrer et d'écouter, sans à priori, toutes les principales forces politiques et sociales parties prenantes à un éventuel dialogue, ainsi que des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la région et au-delà, et qui donc connaissent aussi bien les acteurs que les causes de la crise, sont les mieux indiqués pour assurer la médiation pendant tout éventuel dialogue. Autant nous sommes convaincus qu'aux problèmes africains, il faut des solutions africaines, autant nous affirmons que les problèmes des Congolais ne peuvent être réglés sans l'implication active des Congolais eux-mêmes. Imposer un veto à l'implication de nos Evêques comme médiateurs, comme le fait le pouvoir en place, porte à croire que, beaucoup moins qu'un véritable dialogue, ce qui est projeté est une tentative de réédition, abusant au passage de la bonne foi et de l'aura d'un illustre fils du continent, en la personne du Président de la République d'Angola, d'une manœuvre tentée sans succès en son temps par le Président Tshisekedi et son Conseiller Spécial en matière de Sécurité. Donc, en somme, une réunion de plus pour gagner du temps pour les uns et en perdre pour les autres, en sacrifiant les intérêts du pays.

Fait le 14 janvier 2026

Pour Sauvons la RDC :

Franck Diongo

Seth Kikuni

Raymond Tshibanda

Augustin Matata Ponyo Mapon

Filia Tshipasa

Jean-Claude Vuemba

Albert Mukulubundu

André Claudel Lubaya

Dr. Tharcisse Loseke

Théophile Mbemba

Bienvenu Matumo